



Paris, le 18 mai 2020

Monsieur le Président de la République,

Comme nul ne l'ignore, la crise mondiale que nous traversons, l'une des plus graves de l'Histoire en temps de paix, provoque et provoquera encore longtemps des dégâts humains, sociaux, économiques et environnementaux massifs et tragiques. **De façon plus urgente que jamais, nous avons besoin de repenser notre façon d'agir, de gouverner et de vivre.**

Or, nous ne relèverons pas ce défi mondial sans la participation effective des femmes aux prises de décisions, aussi bien dans le monde économique, politique, académique et culturel, que dans celui des institutions publiques. En effet, comme l'a rappelé le 27 février dernier le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, « *L'égalité des sexes est une question de pouvoir. C'est la question du pouvoir jalousement gardé par les hommes depuis des millénaires. Nous sommes face à un abus de pouvoir qui porte préjudice à nos communautés, à nos économies, à notre environnement, à nos relations et à notre santé. Nous devons de toute urgence transformer et redistribuer le pouvoir si nous voulons préserver notre avenir et notre planète.* »

On ne peut attendre plus longtemps !

Alors que les femmes sont aujourd'hui aux avant-postes, qu'elles s'exposent au risque dans des métiers peu valorisés et mal rémunérés, de façon caricaturale elles sont quasi-absentes de la gouvernance publique comme privée, et disparaissent dès qu'il s'agit de penser et piloter la crise et le monde de demain. Les hommes continuent à succéder aux hommes.

C'est pourquoi, les réseaux professionnels féminins et mixtes des secteurs public et privé conjuguent leurs énergies et sont désormais constitués en collectif mondial Gender and Governance Action Platform (2GAP), dont la première branche nationale a été lancée en France en mars dernier, avec près de 40 réseaux représentant plusieurs dizaines de milliers de femmes et d'hommes.

Nous sommes déterminé.e.s à agir pour permettre à notre société d'avancer rapidement vers une égalité des sexes réelle et nécessaire. **Une égale présence des femmes et des hommes au sein de la gouvernance, à tous les niveaux, contribuera à créer le monde de demain.**

Les lois Sauvadet, Coppé-Zimmerman, l'index de l'égalité femmes-hommes, ont permis des avancées et des prises de conscience. Néanmoins, les résultats à fin 2019, démontrent des résistances considérables.

Pour ce qui concerne les dirigeants publics, 8 ans après le vote de la loi Sauvadet, les résultats de l'année 2019 sont consternants : 33% de primo-nominations de femmes pour les postes de direction et de cadres dirigeants, alors que la loi impose 40%. Quant à la loi sur la transformation de la fonction publique d'août 2019, elle n'a pas permis d'avancer sur le partage de la gouvernance publique entre les femmes et les hommes. Les résistances ont été et restent considérables de la part des employeurs publics. Notre collectif refuse le prétexte généralisé d'un « manque de viviers ». Certaines grandes organisations publiques ont pourtant obtenu un flux de femmes promues strictement proportionnel à celui des promouvables. En 3 ans, les viviers y sont à parité. Pourquoi ne pas avoir le même volontarisme dans les administrations d'Etat et les collectivités territoriales?

Sur le pilotage des politiques publiques, nous demandons que la loi organique des finances publiques intègre l'égalité, en tout premier lieu l'égalité femmes-hommes, comme principe transverse de construction du budget de l'Etat, et incite les autres collectivités publiques à faire de même. La France, malgré quelques expérimentations, est en retard sur cette évolution déjà bien engagée dans plusieurs pays européens et ailleurs dans le monde.

Pour ce qui concerne le secteur privé, la loi Coppé-Zimmerman, puis l'index de l'égalité femmes-hommes, constituent des avancées salutaires. Pour autant, le quota de 40% de femmes au sein des conseils d'administration, n'a eu aucun effet sur la parité dans les entreprises non cotées et encore moins dans les comités exécutifs et de direction qui sont les réelles instances de gouvernance des grandes entreprises (les femmes y représentent actuellement seulement 14.7% des postes dans les entreprises du CAC40, 15,3% au sein du SBF120 et 2,5% des postes de PDG des grandes entreprises).

L'élaboration d'une loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie économique est prometteuse. Mettre en place un quota de 40% de femmes dans les Comex constituera un levier important afin que les femmes accèdent enfin aux responsabilités au sein des entreprises. Nous considérons l'adoption de cette loi comme une mesure impérative et minimale de sortie de crise, une mesure d'égalité sociétale permettant de disposer de toutes les forces disponibles pour construire un monde juste et durable. Ces mesures devront en outre être adaptées et applicables au secteur public, car le sujet de l'égalité est un sujet transversal qui doit évidemment être décloisonné sans exception.

Il est également essentiel que l'Etat mette tout en œuvre pour rééquilibrer l'investissement vers des projets entrepreneuriaux menés par des femmes, qui, à ce jour, ne collectent que 2% des sommes investies. Nous demandons que les leviers publics soient dûment actionnés, avec des objectifs financiers ambitieux, ainsi que le Haut Conseil à l'Egalité l'a recommandé en décembre dernier.

Il n'y a ni maladresse, ni coïncidence dans la quasi-absence de femmes dans les débats et publications récentes de presse proposant de « raconter le monde d'après », comme dans les comités nationaux d'experts chargés de piloter la crise actuelle et de penser ses lendemains (10 hommes et 2 femmes au sein du conseil scientifique sur le COVID-19, 12 hommes et 2 femmes dans le Comité de suivi et d'évaluation des mesures économiques d'urgence). Ce sont les symptômes d'un monde dont nous ne voulons plus, et dont vous affirmez ne plus vouloir, comme l'illustre la grande cause de votre quinquennat : l'égalité femmes-hommes.

Lors de votre allocution du 13 avril dernier, vous nous avez invité.e.s à « sortir des sentiers battus », à « bâtir un autre projet dans la concorde ». Vous avez indiqué qu'« avec toutes les composantes de la Nation », vous tâchiez de dessiner un chemin qui rende possible « un projet français, une raison de vivre ensemble profonde ». Notre collectif demande à être pleinement associé à cette réflexion et à ce chemin.

Les femmes compétentes sont là. Le manque criant de volonté et les mécanismes d'éviction également. Sans action résolue, le pays n'avancera pas. Pour l'aider à surmonter cette crise tragique

et inédite et lui ouvrir des voies nouvelles, durables et pacifiées, **des mesures fortes, sur le partage de la gouvernance entre les femmes et les hommes, sont indispensables très rapidement.**

C'est le moment ou jamais de créer une nouvelle dynamique, une réelle solidarité, de nouveaux réflexes, des innovations sociales, économiques et politiques.

Nous sommes à votre disposition pour vous présenter plus en détail nos propositions, concrètes, et d'application rapide. C'est pourquoi les réseaux féminins et mixtes des secteurs public et privé vous demandent de bien vouloir leur accorder un entretien.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris